



## **CONTRAT TRANSACTIONNEL PASSE EN VERTU DE L'ARTICLE 2044 DU CODE CIVIL**

Entre d'une part,

La communauté d'agglomération dracénoise, ayant son siège Square Mozart – 83300 Draguignan représentée par son Président, Olivier Audibert-Troin en vertu d'une délibération du Conseil d'agglomération en date du .....

Et d'autre part,

La Société Léon Grosse située 155, rue Paul Langevin 13290 AIX en Provence représentée par M. Charles Barberis, Directeur Régional dûment habilité à signer les présentes,

Il est convenu ce qui suit,

### **Préambule :**

La Communauté d'Agglomération Dracénoise a passé un marché concernant la construction du pôle culturel de Draguignan avec l'entreprise Léon Grosse selon les termes du marché M10.016 en date du 15 juillet 2010 modifié par divers avenants.

Dans le cadre du règlement du décompte général définitif du marché, certaines sommes n'ont pu être rattachées au marché initial, c'est notamment le cas des révisions de prix sur les avenants 2, 3 et 4. Ces révisions représentent une somme de 55 515,21€ HT.

Dans le détail, cela concerne les points suivants :

En novembre 2011 le Pôle Culturel Chabran a été sinistré suite de fortes inondations, un avenant a donc été acté pour des travaux de reprise représentant un montant de 217 895,70 €. Ces sommes n'ont fait l'objet d'aucune révision.

Par la suite, le chantier a subi diverses phases d'arrêt en raison notamment de la défaillance d'un des titulaires du marché. Pendant ces périodes, il s'est avéré obligatoire de procéder au gardiennage du site. Ces prestations ont donc été

réalisées grâce à deux avenants, actés pour une somme totale de 161 275,33€, sans que celle-ci n'ait fait l'objet de révision.

Afin de suivre les conditions initiales du marché, ces montants doivent faire l'objet de révision de prix. En l'espèce il convient de les calculer en leur appliquant un indice unique (indice BT 01) pouvant être appliqué à la multiplicité des prestations concernées.

Faute de pouvoir régler cette problématique au travers du Décompte Général Définitif du marché, il s'avère nécessaire de passer un protocole transactionnel correspondant aux prestations utiles à notre collectivité.

Considérant l'intérêt des deux parties à régler ce litige de manière amiable et à prévenir tout litige à naître concernant cette situation ;

Les parties conviennent à cet effet de faire application de l'article 2044 du code civil.

#### **Article 1<sup>er</sup> : Nature des préjudices indemnisables :**

Les parties conviennent que les préjudices suivants sont indemnisables au titre de la présente transaction :

- Incidences de la révision des prix actés pour les travaux de reprise suite aux inondations, pour le gardiennage du chantier lors de différents arrêts de chantier (prestations utiles à la collectivité incluant la TVA).

#### **Article 2 : Concessions réciproques**

Les parties conviennent que la présente transaction solde tout litige né ou à naître concernant l'objet des présentes notamment en termes de dommages intérêts.

#### **Article 3 : Montant des indemnités transactionnelles et modalités de règlement**

Le montant global des indemnités transactionnelles est fixé à 66 258,25 € TTC au profit de la société Léon Grosse étant entendu que les prestations utiles à la collectivité devront être justifiées par des factures.

Le règlement sera effectué selon les règles de la comptabilité publique dès que la présente transaction aura été notifiée par la Communauté d'agglomération dracénoise à la société Léon Grosse.

#### **Article 4 : Caractère exécutoire de la transaction**

La présente transaction acquiert un caractère exécutoire selon les modalités définies par le code général des collectivités territoriales concernant les actes des collectivités territoriales.

Elle sera notifiée à la société Léon Grosse par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à Draguignan, le

Pour la CAD  
Olivier Audibert-Troin,

Pour Léon Grosse  
Charles Barberis,

Président,  
Député du Var

Directeur Régional